

# Mesure et démesure de l'emballlement médiatique. Réflexions sur l'expertise en milieu journalistique

Pascal Froissart<sup>1</sup>

Université de Paris VIII (« Vincennes à Saint-Denis ») &  
Centre d'études sur les médias, les technologies et l'internationalisation (CÉMTI, ÉA3388)

Le concept d'« emballlement médiatique » connaît une fortune nouvelle et se répand dans la presse aussi bien que dans le discours scientifique. L'absence de définition claire a rendu le mode métaphorique particulièrement opérant : le système médiatique est vu comme une machine, un corps, ou un phénomène naturel. Aux dangers de réification et de naturalisation, il faut ajouter celui de l'évidence : le phénomène d'emballlement est peut-être moins anormal qu'il paraît s'il est avéré que la presse fonctionne ainsi, par à-coup, par sujets d'intérêt successifs, par « agenda »... et que cela profite aux ventes. Pour expliquer le succès de l'emballlement, il faut donc le relier à celui de la mesure : graphiques, indices d'exposition médiatique, statistiques... font exister l'emballlement – qui, sans cela, reste normé, normal, invisible. Et il faut également s'interroger sur les usages de ce diagnostic : rhétorique auto-justificatrice, sentiment de déprise sur le monde, accès d'hyper-rationalisme ?

**MOTS CLÉS : INFORMATION ; MESURE ; COUVERTURE MÉDIATIQUE ; HISTOIRE DES IDÉES**

The term « emballlement médiatique » in French (media craze, media circus) is becoming increasingly popular amongst the press and the scientific circles. However its core definition is still blurry, thus the convenient use of metaphors to tempt to grasp the concept. For instance media is often considered as a machine, a body or a mother earth creation. Naturalization and reification phenomenon attached to media are completed with that of evidence. Indeed, isn't the craze above mentioned the result of press habits like brutal bursts, efforts to keep an agenda, always maintaining a profit focus? Moreover the diagnostic of media circus relies heavily on the use of measures. Graphs, indices, and statistics feed the craze, which would otherwise be kept in the dark. Finally, this reflection can lead to questioning on the concept of emballlement when used within a self-criticism way, or to express the feeling of not getting a hold of anything, or still as a symptom of hyper-rationalism.

**KEYWORDS : INFORMATION ; MEASURE ; MEDIA COVERAGE ; HISTORY OF IDEAS**

---

<sup>1</sup> [pascal.froissart@univ-paris8.fr](mailto:pascal.froissart@univ-paris8.fr)

Dans l'univers du journalisme, et plus particulièrement du méta-journalisme (pour parler du discours *sur* le journalisme tenu par les journalistes), un nouveau syntagme est en train de voir le jour : l'« emballement médiatique ». Ici ou là, on commence en effet à lire des articles ou entendre des chroniques qui s'essaient à penser que les médias s'« emballent », ou que le système est victime d'« emballement médiatique », voire « politico-médiatique ». La notion d'« emballement médiatique » n'est pas confinée à la seule sphère journalistique, et on l'a vue percoler dans le monde scientifique : la « crise des banlieues » et celle de la « grippe aviaire » (Muzet, 2006) ; « l'affaire du RER D » (Kervella, 2007, p. 293) ; la crise des « sub-primes » (Lequesne-Roth, 2009)... Les auteurs se saisissent du concept et tentent d'en tirer théorie. Pour l'affaire d'Outreau, Bastin remarque même une sorte de contagion : « *dans des livres (...), dans des revues, dans des colloques, ou plus simplement dans de nombreux articles de presse, le terme est omniprésent dans l'espace public.* » (Bastin, 2008). L'étude du surgissement de nouveau concept est tentant pour qui s'intéresse à l'histoire des idées et l'on ne peut alors éviter la question de savoir si l'on fait face à une nouvelle réalité, une nouvelle manière d'envisager la réalité, ou un simple effet de mode... C'est à ce premier degré d'explication que l'on tentera ici de parvenir, avant de s'interroger sur les conditions de la caractérisation de l'emballlement, largement liées à la mesure et à un rationalisme somme toute problématique.

## Au départ, l'« évidence » de l'emballlement médiatique

L'emballlement médiatique connaît une fortune inégalée depuis quelques années : pour ne prendre que quelques exemples, si le Pape parle de l'usage des préservatifs, *Sud-Ouest* analyse la folle couverture médiatique qui s'ensuit comme un « emballement médiatique » (Ph. C., 2010)... Et si l'on étudie la renommée de Knut, l'ours polaire du zoo de Berlin, on trouve *L'Express* pour en traiter de la même manière (« L'ourson Knut », 2007). Que penser de cette jeune étudiante étrangère, stagiaire chez Valéo, et soupçonnée d'espionnage économique ? Emballement, diagnostique la chaîne *France24* (« L'espionnage industriel... », 2011) ! Et ainsi à l'avenant, dans une taxinomie des plus hétérogènes, voire aléatoires. On passe sans précaution d'un procès sordide, bâclé et biaisé (l'affaire d'Outreau), à un récit d'affabulation adolescente, aussitôt commenté par des politiciens au verbe haut et faux (affaire du RER D). L'ouvrage de Schneidermann (2003) représente à ce titre l'exemple parfait pour démontrer la grande diversité des événements classés dans les emballlements : tout au long des 280 pages, on trouve le discours sur l'« insécurité qui augmente » (affaire Voise, pp. 20-69), les folles inquiétudes sur l'existence de « réseaux pédophiles » (affaire Dutroux, pp. 70-118), les mille théories sur le grand complot du 11-septembre (affaire Meyssan, pp. 118-162), et l'idée désormais commune que l'intimité est une valeur dépassée (affaire Loft Story, pp. 163-221).

Certes, l'engouement (je n'ose parler d'emballlement) est réel : on le mesure aisément, par exemple, en en faisant un relevé lexicographique sur un corpus de presse. L'analyse du nombre d'occurrences réalisée sur un quotidien pour la période récente montre que le déroulement temporel influe fortement la répartition statistique des termes « emballement » et « emballement médiatique » (cf. Figure 1).

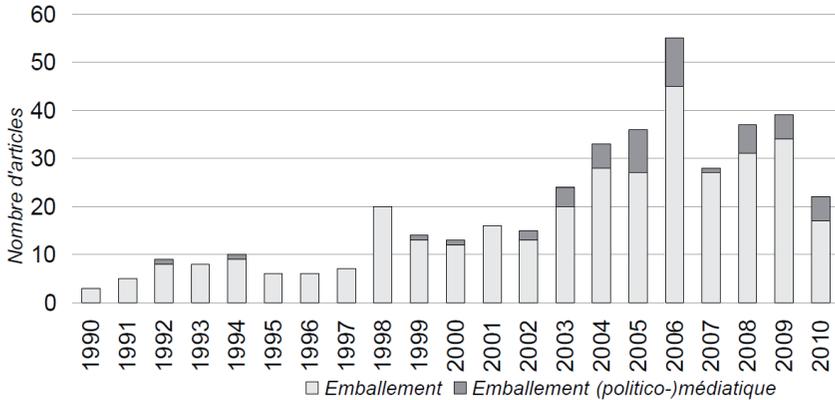


Figure 1. Lexicographie de l'emballlement (2011) sur un corpus de presse (L'humanité)

En choisissant un quotidien, ici *L'Humanité*, et en recherchant grâce aux outils informatiques la présence sur les 20 dernières années du terme emballlement et sa variante médiatique<sup>2</sup>, on peut faire apparaître tout d'abord une corrélation importante ( $r=0,8$ ) entre les usages du terme seul « emballlement » et celui du syntagme « emballlement médiatique » : sans doute l'un peut-il être pris pour l'autre sans dommage. On remarque ensuite une chronologie similaire : faible usage jusqu'à la fin des années 1990, puis véritable mode, jusqu'à un maximum au milieu des années 2000 (45 occurrences en 2006, contre 26 en moyenne sur la période). Enfin l'usage du syntagme « emballlement médiatique » semble décroître jusqu'à aujourd'hui (sans qu'on puisse en tirer leçon : le passé ne prédit pas l'avenir). Ces conclusions rejoignent celles que Gilles Bastin (2008) avait également tirées de son étude du *Monde* et des dépêches AFP : entre 1994 et 2006, le terme emballlement n'est pas distribué au hasard mais selon une courbe en « cloche » identique.

On voit donc que le syntagme connaît bien une certaine gloire durant ces deux dernières décennies. Mais cette analyse quantitative ne dit rien de son usage. Il faut creuser « à la main » pour avoir davantage de détails. On découvre bien vite que la période d'acmé ne coïncide avec... rien, disons avec aucune actualité particulière. Naturellement, les « années 2005 et 2006 ont été riches en événements plus ou moins dramatiques célébrés par le pays et leurs médias dans une forme d'unanimité qui a pu produire dans la population un sentiment de saturation » (Muzet, 2006). Mais aucun de ces événements ne semble *a posteriori* sortir de l'ordinaire d'une actualité

<sup>2</sup> Le terme cherché sur <http://www.humanite.fr/search/> est trouvé dans 355 articles sur la période 1990-2010 (y compris le syntagme « emballlement médiatique » pour 40 occurrences et « emballlement politico-médiatique » pour 11 occurrences). Ces derniers sont ensuite catégorisés par année et traités graphiquement.

chargée ; l'avantage de l'utilisation d'un nouveau syntagme pour décrire la réalité n'apparaît pas évident. De même, la sortie de *Le Cauchemar médiatique* de Daniel Schneidermann, dont le nœud se constitue autour de l'analyse d'une série de cas ayant défrayé la chronique et intitulés comme autant d'« emballements médiatiques », n'est guère explicatif : l'ouvrage paraît en 2003 et ne marque pas de rupture avec l'usage ; il en est davantage un prolongement, un accompagnement, qu'un point d'origine. Et pourtant, il doit bien y avoir quelque chose dans cette fin de première décennie qui porte l'emballement sur de nouveaux fonds baptismaux. Pour badiner, remarquons qu'en 2006, lors de la création des « Gérard de la télévision » (version parodique des « Sept d'or », émission populaire d'autocélébration, dont A. Demanche, S. Rose et F. Royer sont à l'origine. Cf. Girardeau, 2006), l'une des 18 catégories a pour titre « *Pire emballement médiatique inconsideré* » !

## Or le concept d'« emballement » est problématique

Si l'on s'arrête un instant, on voit pourtant que la popularité du concept est problématique. D'abord parce que de nombreuses « bulles » médiatiques se sont fait jour dans le passé sans qu'on les diagnostique comme telles. Si la notion d'emballement avait été nécessaire avant la fin du XX<sup>e</sup> siècle, on l'aurait employée pour des événements aussi majeurs dans la vie du journalisme contemporain que le boulangisme (1889-1891), l'Affaire Stavisky (1934), voire le McCarthysme (1950-1954). Cela n'a pas été le cas. Les excès de l'attention journalistique pour des événements qui se sont avérés des épiphénomènes ont existé de longtemps, mais l'émergence d'un terme est bien postérieur.

Ensuite, parce qu'il faut s'interroger devant l'évidence même du concept : les discours sur l'emballement, qu'ils soient de sens commun ou scientifiques, ne s'appuient guère sur une définition claire. Schneidermann (2003) parle d'un « *dispositif polymorphe de faits et de statistiques, de théorie et de gros bon sens, de permanence et de rebondissements quotidiens, de rumeur publique et de manchettes de journaux, d'avis d'experts et de questions d'enfants.* » (Schneidermann, 2003, p. 223). Muzet (qui a grandement contribué à la popularité du concept, pour l'avoir employé en titre de l'une de ses chroniques dans *Libération* : « Stop à l'emballement de la machine médiatique ») s'attarde à définir le concept mais reste plutôt métaphorique : « *une embardée médiatique, (...) un phénomène d'auto-stimulation et d'auto-excitation collective, (...) un rituel (...), un phénomène de submersion médiatique.* » (Muzet, 2006, pp. 2-3). De son côté, Kervella parvient à en traiter sans jamais en donner de définition, allant même convoquer un deuxième niveau d'analyse, « *une analyse via le cadre interprétatif de l'emballement* » (Kervella, 2007, p. 291), se réfugiant derrière la nouveauté supposée du phénomène : « *un nouveau fait de société qui serait celui de l'emballement politico-médiatique* » (Kervella, 2007, p. 292). Enfin, Bastin remarque, lui, que « *l'emballement est d'abord [vu comme] un phénomène quasi naturel contre lequel il semble vain de lutter. La prégnance du vocabulaire anthropologique et mécanique dans les analyses en termes d'emballement est frappante.* » (Bastin, 2008, p. 15).

L'évidence de l'emballlement est donc le principal obstacle que représente ce concept nouveau, à la fois appétissant sur un plan rhétorique et problématique sur un plan théorique. Dans le discours de presse, où l'on se passe régulièrement de définition, l'usage du terme prévaut pour son sens métaphorique. Dans le discours scientifique, la définition est donnée en surplomb, sans discussion. La conséquence de ce double flou est une métaphorisation générale du terme, qui aboutit à une réification complète du phénomène.

### **En l'absence de définition, danger de réification et de naturalisation**

Le discours sur l'emballlement médiatique mène en effet à faire des comparaisons hâtives et des images approximatives. Sur le mode « mécaniste » ou « naturalisant », nombreux sont ainsi ceux qui comparent l'emballlement à un effet « *d'auto-stimulation et d'auto-excitation collective* », tel Muzet (2006, p. 2), qui précise encore que « *c'est dans l'accumulation des couvertures, dans un phénomène de surenchère et d'autostimulation collective que se niche le mal* » (Muzet, 2006, p. 7). D'un phénomène exceptionnel, on passe subrepticement à un phénomène transcendant et quasi-naturel.

De même, les phénomènes naturels, tourbillons, tornades, voire simple boule de neige, sont volontiers convoqués. En dessous d'un sous-titre sur « *L'emballlement médiatique* » consacré au phénomène de popularité soudaine de l'artiste Susan Boyle, un journaliste du *Point* parle ainsi d'une « *tornade numérique* » : « *La candidate écossaise, au cœur d'une tornade numérique sur le Web, a craqué après la finale du show britannique Britain's Got Talent.* » (Berretta, 2009). De la même manière, Jean-Jacques Jespers, ancien journaliste et professeur de l'ULB, illustre la concurrence entre organes médiatiques avec l'image de la « boule de neige » qui grossit en avançant :

*« Les grands médias concurrents, qu'ils soient audiovisuels ou écrits, se sentent obligés de reprendre cette information, car ils ne veulent surtout pas donner l'impression d'être en retrait ou à la traîne. Ils se sentent obligés de surenchérir sur cette information, de donner davantage de détails. Mais, donner davantage d'informations, cela demande du travail, des investigations, des recherches : donc, cela prend du temps. Or, dans un tel contexte, le temps est une donnée fondamentale puisqu'il y a déjà eu une exclusivité, une avance prise par un média dominant. Pour rattraper leur retard relatif, les médias concurrents ne veulent surtout pas perdre de temps. Qu'est-il facile de faire dans un délai si court ? De la surenchère par les commentaires. On va aller interroger des gens dans la rue, faire des interviews d'experts, rédiger des éditoriaux basés sur des images mentales fortes (...) C'est ainsi qu'un deuxième média va embrayer, et ensuite un troisième va vouloir en faire plus, un quatrième encore davantage... Il y a donc un effet d'emballlement et de surenchère qui fait un peu "boule de neige", jusqu'à ce que la bulle éclate. » (Trefois, 2008, p. 4)*

Boule de neige, bulle : à défaut de définition claire, l'emballement donne lieu à des épanchements lyriques et des métaphores très écolo.

On se repaît enfin d'allusions médicales. La « fièvre » est en bonne place, en référence sans doute à ses accès soudains : ainsi, une journaliste des *Échos* accole-t-elle le qualificatif d'« enfiévré » dans un article consacré à l'emballement autour de la... grippe H1N1 : « (...) après un emballement médiatique enfiévré – « La pandémie de grippe semble imminente » titrait en une *Le Monde* dans son édition du 2 mai –, comment réagiront les pays concernés ? » (Richebois, 2009). L'image de l'« hystérie », généralement collective (mais pas toujours), est naturellement aussi très prisée. Ainsi le journaliste du *Point* qui s'intéressait à Susan Boyle avec des termes météorologiques (ci-dessus) ne dédaigne pas non plus la métaphore médicale :

*« En dépit des apparences, Marilyn Monroe et Susan Boyle ont un point commun : tout en la recherchant, ni l'une ni l'autre n'était prête à l'hystérie de la curiosité publique. La première a sombré dans la dépression, la seconde vient de s'effondrer... Panne passagère ? »* (Berretta, 2009).

Et parfois, on manque de métaphores et on les mélange, comme le fait Muzet qui va dans un même phrase utiliser une image naturalisante (un comportement moutonnier) et une autre mécanique (une toupie qu'on n'arrête plus) et affirme que l'emballement

*« apparaît quand la concurrence et la propension à vouloir concurrencer, à imiter ou à suivre leurs confrères (on parle de comportement moutonnier) pousse des médias dans une dynamique collective qui amène chacun d'entre eux à oublier sa responsabilité individuelle devant les médiaconsommateurs et la société. Les médias tournent alors sur eux-mêmes tels une toupie, et ils ne parviennent pas à s'arrêter. »* (Muzet, 2006, pp. 2-3).

Le syndrome « moutonnier » de l'imitation est maintenant convoqué : Gustave Le Bon est parmi nous !

### **En guise de définition, une « mesure »**

L'utilisation du concept d'emballement médiatique n'est naturellement pas neutre : elle charrie son lot de préconceptions muettes, dont le naturalisme est l'un des témoins. On en trouve la trace également dans les définitions données ici ou là : la notion de « surenchère » (Trefois, 2008, p. 4) par exemple sous-entend qu'il existe une « bonne enchère » médiatique, qui a été dépassée, et qui est sanctionnée par un comportement anormal des acteurs. Se peut-il que l'emballement serve à appliquer tacitement une norme ?

De même, dire que « *l'emballlement est le résultat d'une perception, la perception du décalage qui apparaît entre l'importance accordée par les médias à un événement et l'importance qu'elle accorde le public.* » (Muzet, 2006, p. 2), c'est mettre l'emballlement à l'équilibre entre des attentes publiques et une importance médiatique. Pourtant les deux membres de cette équation sont problématiques : on ne voit pas très bien comment caractériser les attentes du public (sinon par les sondages mais alors il faut éviter les obstacles épistémologiques [peut-on recueillir une opinion qui n'est pas connue des acteurs ?] et pratique [va-t-on faire des sondages sur le besoin de faits divers ?]) ; la couverture médiatique est une réalité abstraite, invisible à l'œil nu, qu'on ne peut préciser qu'en surplomb, à l'aide d'outils de mesure relativement savants (que manipulent les « veilleurs informationnels », les agences de communication spécialisées ou quelques organismes dédiés, tels l'INA-Stat). Là également, la notion d'emballlement médiatique nous mène droit à une préconception positiviste de la réalité perceptible par le truchement des outils seuls.

Or la « mesure » est bien le talon d'Achille de l'emballlement : le seul moyen d'en prouver l'existence est en effet d'appareiller le regard et de lui trouver une mesure. Ainsi l'affaire du port du voile à l'école (2003) ne peut être qualifié d'emballlement qu'avec force chiffres : « *Soixante articles sont publiés dans le journal Le Monde, 90 dans le journal Le Figaro, plus de 75 sujets sont produits à la télévision. Treize journaux télévisés de 20 heures abordent la question sur France 2, du 5 au 30 décembre. Le 20 heures du 11 décembre de cette chaîne consacre 17 minutes à la question du voile, fait rarissime en dehors des grands accidents (attentats, tsunami).* » (Thomas, 2008). Un graphique en cloche du plus bel effet est même produit (cf. Figure 2).

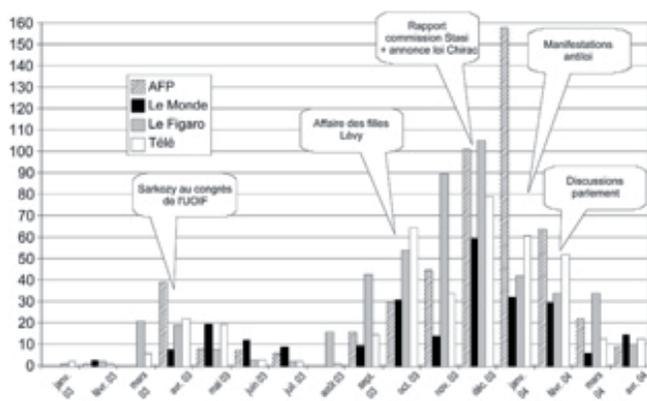


Figure 2. Force des graphiques : la “cloche” de l'emballlement sur l'affaire du port du voile à l'école (2003). Source : Thomas, 2004, p. 47.

De même, l'affaire de la grippe aviaire (2005) est-elle jugée à l'aune de l'emballlement médiatique grâce à un décompte soigneux des articles qui lui sont consacrés :

« Les trois grands quotidiens nationaux ont publié au total plus de 600 articles sur le sujet dans le deuxième semestre 2005, dont 223 dans le seul mois d'octobre. C'est bien plus que le SRAS [ndlr, Syndrome respiratoire aigu sévère], qui avait en tout donné lieu à 328 articles – mais beaucoup moins que la vache folle, qui comptabilise aujourd'hui près de 5 000 articles » (Bohé, 2006)

Ainsi les viols collectifs en banlieue sont-ils requalifiés en emballlement à condition de compter le nombre de citations dans les papiers de l'AFP :

« On peut rendre compte de l'émergence médiatique des tournantes en étudiant l'évolution des dépêches de l'Agence France Presse (source majeure de l'ensemble des autres médias français). Entre 1990 et 2000, les viols collectifs n'avaient pas occasionné plus de quatre titres de dépêches par an. En 2001, les viols collectifs ainsi que la nouvelle expression "tournantes" apparaissent à 50 reprises avec un discours mettant systématiquement en scène les "jeunes des cités", "issus de l'immigration". Dès 2003, le nombre de dépêches tombe à 23 pour quasiment disparaître en 2004. Ceci indique bien qu'il y a une logique d'emballlement médiatique qui n'a pas de rapport direct avec la réalité sociale car les viols collectifs existaient avant 2001 et continuent à exister après 2003 ». (Mucchielli, 2005).

La frontière entre l'épidémie criminelle et la surenchère médiatique ne tient qu'à un fil ! Celui du rasoir de l'expert.

De même enfin, l'AFP déclare officiels le « buzz » et l'emballlement sur Internet du mariage royal britannique à l'aide de chiffres :

« Internet s'emballe pour le mariage du prince William et de Kate Middleton le 29 avril prochain : celui-ci est mentionné une fois toutes les 10 secondes sur la toile, Twitter, Facebook, blogs et forums compris. Le "bruit" concernant les noces s'est accru considérablement sur la toile depuis 7 jours, avec un bond de 700 % des occurrences par rapport aux niveaux constatés en mars. En moyenne, 9 000 messages par jour sur le mariage sont envoyés sur le Net, selon l'institut spécialisé Greenlight. » (AFP, 2011b).

Que ce soit en nombre d'articles, en nombre d'occurrences ou en nombre de messages, l'emballlement est mesuré, ausculté, normé. Le recours à la notion d'emballlement exige cet appareillage, cet équipement intellectuel qui, quand il n'est pas exhibé, est sous-entendu (« et je pourrais vous le prouver ! »).

C'est pourquoi les outils construits ces dernières années par des acteurs tant publics (INA, depuis 2006) que privés (Kantar Media, par exemple, depuis 2009) pour mesurer l'exposition médiatique d'un thème participent-ils à l'émergence de la notion d'emballement médiatique. Si l'on parvient à faire exister une unité primordiale d'exposition médiatique, alors tout naturellement l'on pourra faire exister une mesure « normale » de l'événement médiatique, et par là, une mesure « anormale ». L'unité de mesure n'existe pas encore, mais on y travaille ardemment. Dans les années 1950, au moment de l'émergence de l'analyse de contenu (Berelson, 1952, par exemple), on mesurait en nombre d'articles, en surface imprimée (cm<sup>2</sup>, quart de page, colonne, etc.) ou par la présence de mots-clés et autres KWIC... Aujourd'hui, on invente des unités tout aussi ésotériques, comme « l'unité de bruit médiatique » du cabinet d'études Kantar, un indice calculé par la mesure de l'espace rédactionnel multiplié par celle de l'audience. Formidable : on peut désormais comparer le « bruit » de sujets totalement hétérogènes, et cela donne des listes à la Prévert à l'humour totalement involontaire :

*« Mitterrand Président, l'héritage du 10 Mai 1981 > 619 UBM le 10 mai. (...) La mort d'Oussama Ben Laden (...) > 3 000 UBM le 02 mai. (...) La béatification du Pape > 532 UBM le 1<sup>er</sup> mai. (...) La cérémonie du mariage princier > 1 233 UBM le 29 avril. (...) L'attentat perpétré à Marrakech > 480 UBM le 29 avril. (...) Les catastrophes environnementales puis la menace nucléaire au Japon > plus de 2 000 UBM par jour entre le 12 et le 18 mars. La crise et les offensives armées en Lybie > plus de 1 000 UBM par jour entre le 22 et le 24 février et entre le 19 et le 21 mars. Le soulèvement populaire en Tunisie > plus de 1 000 UBM par jour entre le 14 et le 17 janvier. » (Courtieux, 2011).*

Les outils de suivi de l'audience sont nombreux, et le moins anodin enfin est sans doute celui de l'ogre Google lui-même, Google Trends. Comptant en « nombre de pages Web nouvelles indexées par Google Search », cet outil permet un suivi en direct de thèmes en vogue (cf. Figure 3, par exemple, avec les mots-clés « sarkozy » et « hollande »).

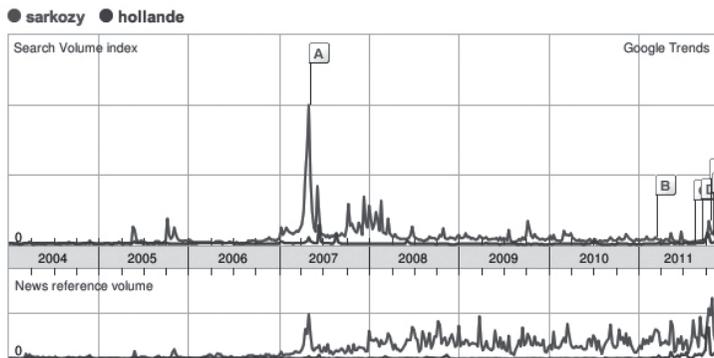


Figure 3. Force des graphiques : la trace implacable des Google Trends (2011)

Dans ce graphique, on constate des « pics » de popularité au moment de l'élection présidentielle de 2007 par exemple, puis une actualité constante dans les années suivantes. Dans tous les cas, ce type d'outils permet de suivre mécaniquement (pour la partie saisie des données) et intuitivement (pour la partie analyse) la popularité des thèmes... tout en faisant oublier l'aspect problématique de l'outil lui-même (non seulement sur le corpus réuni mais sur la prééminence absolue de l'évidence quantitative). Certes, Google Trends dit tout de la présence d'un thème dans l'actualité, mais en fait ne dit rien de l'importance réelle de l'événement, sa pertinence, sa réception. Contre-exemple classique : si le terme « house » surpasse celui de « obama », cela ne signifie pas que l'un est plus important que l'autre, mais simplement que la maison est un thème plus régulier, tous médias confondus, dans le traitement de l'actualité.

D'où vient alors la fascination pour de tels outils ? De leur effet graphique, purement graphique. Ils autorisent en effet la visualisation d'une sensation commune, d'une intuition, d'une évidence : la « pression médiatique », la « poussée », la « crise », l'« accès », l'« acmé », *etc. Et voilà* (en anglais dans le texte), tout est résumé dans une « courbe en cloche » ! L'analyse semble se faire d'elle-même.

## Or l'emballement est le régime normal de la société médiatique

Après avoir mis en avant les deux traits essentiels auxquels font appel ceux qui se servent de l'emballement comme outil d'analyse du traitement médiatique, les métaphores définitionnelles et le recours à la mesure, il faut désormais écarter le danger d'un nominalisme trop fort. L'absence en effet d'une définition définitive ne signifie pas pour autant que le phénomène n'existe pas ; seulement que son utilisation est tendancieuse, car elle exige de l'observateur une position en surplomb, trop « positiviste » pour être honnête (en ce sens qu'elle relève de la mesure pour exister – à la manière de ceux qui citent trop Kelvin et qui confondent connaissance et mesure <sup>3</sup>).

Naturellement, les emballements médiatiques existent ! Mieux que cela : ils ont toujours existé. Et c'est bien cela qui est intéressant : le surgissement moderne d'un terme et d'une manière de penser, alors que les accès irrationnels du monde intellectuel sont anciens et dénoncés de tout temps.

On peut dire que l'emballement est le régime normal de la société médiatique. Le traitement de l'information obéit à des cycles non directement temporels mais tellement conjoncturels qu'ils en deviennent réguliers. Il suffit de constater avec quelle célérité les affaires suivent les affaires, avec quelle rapidité un scandale en étouffe un autre, avec quelle vitesse une naissance en cache une autre... Qui plus est, les évolutions lexicales

<sup>3</sup> *L'adage selon lequel « ce qui ne se mesure pas n'existe pas » se trouve en effet sous la plume du physicien quand il s'écrie : « When you can measure what you are speaking about and express it in numbers, you know something about it » (Kelvin, 1891, p. 80).*

permettent un constant renouvellement des mêmes problématiques : pour ne prendre qu'un exemple, on passe des « apaches » aux « cailleras », sans oublier les « blousons noirs » et les « sauvageons », alors qu'il s'agit de ne traiter que d'une fraction de la jeunesse toujours marginale (Mucchielli, 2002) ; on peut penser la même chose de la litanie sur la « société en réseau » des années 2000, qui vaut bien celle sur la « foule » des années 1900.

Mieux encore, les industriels médiatiques ne se plaignent guère du surgissement puis de la disparition des emballements médiatiques. Sur un plan prosaïque, nul patron de presse n'y trouve à y redire : pour ne prendre qu'un exemple, le lendemain de l'arrestation de Dominique Strauss-Kahn à New York, les quotidiens français ont vu leurs ventes exploser (+ 27 % pour *Le Figaro*, + 93 % pour *Libération*), tout comme les chaînes télévisées (plus d'un million de téléspectateurs en plus par rapport au dimanche précédent pour TF1 et France2) ou les sites Web (+ 102 % pour lepoint.fr, + 76 % pour lepress.fr, + 72 % pour lepost.fr, + 62 % pour nouvelobs.com (« *L'affaire DSK...* », 2011) ; les abonnements numériques de liberation.fr ont été multipliés par quatre, cf. Veilletet, 2011). Les emballements génèrent de l'audience, il faudrait être mal avisé de s'en plaindre quand il s'agit de vendre.

Bien sûr, et c'est là où il faut s'appesantir, tout dans l'information n'est pas commerce. La société médiatique est le résultat d'une adaptation constante entre des forces de marché (une offre dont la survie dépend de la demande qui dépend elle-même de ce qu'elle peut consommer) et des utopies intellectualistes ou rationalistes au pire et philosophiques au mieux. Le produit journalistique est un produit comme les autres qui ne ressemble à rien d'autre ; il circule dans les sociétés modernes sur le mode libéral de l'offre et de la demande, mais concentre sur lui toutes les attentions qu'on avait autrefois pour les œuvres de l'esprit pur... si tant est qu'il ait jamais existé. Cette logique émeutière, ou du moins – pour jouer sur les mots dans une geste bourdivine – cette logique d'« émeute symbolique » est invisible en régime de croisière. Mais, en période de crise ou lorsque la futilité du propos est trop grande, cette logique se révèle à elle-même. Et c'est là qu'on diagnostique l'emballlement, comme s'il était devenu soudain anormal.

Cette dernière hypothèse va guider mon propos à présent. Mais il me paraît utile néanmoins de prendre auparavant l'exemple des « best-sellers » pour montrer combien la préoccupation des explosions de vente est concomitante de l'émergence des moyens de reproduction de masse (bien avant les moyens électroniques et les discours horkheimiens sur la reproductibilité de la Joconde). Pour reprendre la formule de Pierre Nora et annoncer la fécondité de la comparaison entre les embrasements éditoriaux et les emballlements médiatiques, les best-sellers sont « à la faveur de la troisième révolution industrielle, le point d'aboutissement logique du phénomène éditorial lui-même » (Nora, 2011). Le succès de librairie est un parent proche de l'emballlement médiatique, aussi apparentés que peuvent l'être deux aïeux distants de quelques générations dans l'arbre généalogique des médias. Ce qui les distingue n'est pas le principe : l'industrie du papier imprimé vaut bien l'industrie de l'écran illuminé ; mais sa vitesse — dans l'embrassement comme dans l'étouffement.

## Le parallèle entre succès de librairie et emballements médiatiques

Les succès de librairie (dits « *best-sellers* » dans la novlangue d'après-guerre) ont une histoire étrangement similaire aux emballements médiatiques. Tout d'abord, on constate un décalage identique entre le surgissement du mot et du cadre théorique, et une réalité plus ancienne qui a pris le temps de percoler. En effet, tandis que les effets de mode dans l'édition sont connus depuis longtemps, le terme de « *best-seller* » n'apparaît (en anglais) qu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle : l'*Oxford English Dictionary* en trouve une première occurrence en 1889 dans le quotidien local *Kansas Times & Star*, et l'historien du livre et essayiste John Sutherland en établit la source dans les premières listes de livres ordonnées « *in the order of demand* » (Sutherland, 1981, p. 12) comme celles qu'établit par exemple le mensuel *The bookman* (1895) à l'initiative de son rédacteur en chef, Harry Thurston Peck (Hackett, 1977). Claude Martin enfin montre que l'on parle de « *best selling books* » puis de « *best-seller* » (Martin, 1986). Le concept est importé en France dans les années 1950. Pierre Nora, à la suite de Josette Rey-Debove et Gilberte Gagnon, fait remonter la première occurrence à 1948 sous la plume de Simone de Beauvoir (« *Un écrivain qui ne fabrique pas délibérément des best-sellers a le plus grand mal à vivre de sa plume* » (*L'Amérique au jour le jour*, 1948) ; en 1955, le mensuel *L'Express* publie une première « liste » de *best-sellers* ; en 1956, l'éditeur parisien Robert Laffont crée une collection sous ce nom dans la lignée des collections de livre de poche.

Pourtant, les « succès de librairie » eux-mêmes sont attestés depuis le XVII<sup>e</sup> siècle au moins, avec le succès frappant aux États-Unis de *The Day of Doom*, un poème religieux de Michael Wigglesworth (1662, cité par Morr, 1947) ou en France avec *La Nouvelle Héloïse* (1761)... On voit donc le même décalage entre un phénomène et sa caractérisation que dans le cas des emballements médiatiques, plutôt rattachés à la culture électronique. On voit également y apparaître les mêmes difficultés conceptuelles autour de la mesure : James D. Hart rapporte que la liste du mensuel *The bookman* était établie selon le nombre de... librairies rapportant le *top seller*, et non le nombre d'exemplaires vendus (Hart, 1950, p. 184) ; Frank Luter Morr semble plus précis dans son approche en précisant qu'une œuvre classée *best-seller* doit rejoindre 1 % de la population... telle qu'elle est calculée par le dernier recensement décennal américain ! (pour un livre en 1662, il faut donc réussir à en vendre plus de 1 000 ; pour un livre de 1940, le total des ventes doit dépasser 1,3 million, cf. Morr, 1947). Je ne résiste pas à conclure cette ratiocination en citant Malraux : « *au-delà de 20 000 exemplaires commence le malentendu* » (citation relativement fantaisiste et pour laquelle on ne trouve aucune attestation précise), tant elle subsume le problème : la diffusion de l'œuvre a fort à faire avec la compréhension de l'œuvre – en son contraire – mais sans attestation possible par les chiffres pourtant convoqués.

Autre point de rencontre entre *best-seller* et emballement médiatique : le fait que la mesure n'est pas la garantie du phénomène. Ce n'est pas parce qu'une œuvre recueille tel ou tel suffrage qu'on peut la classer dans la catégorie étudiée. Ainsi que le remarque Pierre Nora, « *le très gros tirage n'est pas le critère du best-seller* » ; la surprise du surgissement, en revanche, en signe la caractérisation : « *La règle du best-seller, c'est la transgression, l'échappée hors de l'espace sociologique naturel du livre, son explosion touchant des publics pour lesquels il n'était pas fait.* » (Nora, 2011)

Choisir la mesure pour seul critère serait retomber dans le vieux « paradoxe des sorites » qui faisait dire aux Anciens de Mégare qu'un « tas » de blé change de qualité autrement que par la seule mesure de la quantité de grains de blé : quand je prends un tas de grains et que je le divise en deux, puis en deux, puis en deux, il y a un moment où je ne peux plus y voir de tas ; mais à partir de quel grain ? De même, en ajoutant un à un les grains de blé, je ne parviens pas non plus à déterminer le grain qui fait passer mon ensemble dénombrable de grains à la qualité de tas... La mesure n'est pas l'élément déterminant pour passer de tas à non-tas ; de même, l'emballlement médiatique ne se résume pas au calcul d'oiseuses « unités de bruit médiatique » ou de « nombre de sujets » ou d'« heures d'information ». Il en faut davantage, et il faut chercher un saut qualitatif dans la « vision » qu'on en a, davantage qu'un seuil quantitatif qu'on franchit.

Le *best-seller* est identique en cela que à l'emballlement médiatique : les deux phénomènes existent depuis toujours – depuis le début de l'imprimerie au XV<sup>e</sup> siècle sûrement et probablement depuis l'invention du livre au V<sup>e</sup> siècle av. J.-C. – mais la conscience de leur existence n'apparaît que tardivement, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, avec l'émergence d'outils marchands de l'information éditoriale (les listes de *best-sellers*) puis la construction d'indicateurs apparemment objectifs de l'exposition médiatique.

## Les usages de l'emballlement

Si les emballlements médiatiques sont la norme, qu'y a-t-il pour qu'ils apparaissent (ou qu'ils soient diagnostiqués, ce qui revient au même) à *certain*s moments de l'histoire et non à d'autres ? Si le journalisme fonctionne par à-coup, qu'y a-t-il que nous trouvions désormais digne d'intérêt pour forger une nouvelle idée, un nouveau diagnostic ? Il a fallu sûrement l'invention du concept lui-même, ainsi qu'on l'a vu plus haut. Mais il faut aussi envisager que le phénomène ne se laisse pas apprivoiser facilement et n'apparaît aux yeux fatigués et habitués que dans la pénombre : ni dans la nuit noire, ni dans l'éclatante actualité. C'est par contraste qu'on le distingue. Il faut par conséquence se risquer à de nouvelles hypothèses.

La première hypothèse, toute simple, est celle d'une « rhétorique », d'un rituel langagier dans le monde journalistique qui fait qu'on utilise l'emballlement moins pour décrire un phénomène que pour attirer le lecteur à soi. Ainsi, par pur effet de titraille, les termes d'emballlement médiatique servent d'accroche-cœur à des propos alarmistes, comme dans cet article de blog militant pour l'environnement qui a pour titre « *Le climat : emballlement médiatique ?* » (Moyaert & Dubois, 2007) : les termes ne sont pas réemployés ni analysés dans le cours du texte (qui ne parle d'aucun dysfonctionnement médiatique mais s'interroge sur les mécanismes du réchauffement climatique). De même, les deux termes peuvent servir à introduire un sujet lié à la simple « couverture médiatique » d'une « affaire » : par exemple, dans un article sur la crise de la vache folle, qui retrace la catastrophe sanitaire liée à l'ingestion par du bétail destiné à l'alimentation

humaine de farines animales impropres, l'auteur utilise brièvement le concept avant de tracer une longue histoire du traitement médiatique de l'affaire. Il le fait sans parler d'un quelconque emballement (il s'intéresse plus au dénouement qu'au processus) et, surtout, il abandonne la notion après quelques paragraphes, comme s'il ne s'agissait – de fait – que d'amorcer le sujet (Mer, 2004).

Cette rhétorique est peut-être également signifiante. Ainsi que le remarque Bastin, elle autorise un désengagement de la parole journalistique, quoique paradoxal : dans l'affaire d'Outreau par exemple, autant on a critiqué les journalistes d'avoir personnalisé à outrance les « présumés coupables », autant on a dépersonnalisé le débat, le plaçant sous cet auvent pratique de l'emballement médiatique, le faisant passer pour « non-arrêtable » ou « fatal » ou « incontrôlable ».

Le recours à la rhétorique de l'emballement peut également s'expliquer comme l'expression d'un sentiment de « déprise sur le monde » (en référence à l'expression « avoir prise sur le monde »). Notre siècle médiatique vit de multiples évolutions technologiques, et nous laisse pantois devant des mutations sociales, rapides, profondes, proches. À l'échelle d'un individu, il devient difficile de marquer des avant et des après (avant Internet, avant la téléphonie mobile, avant la télévision, avant...), ce que nos aïeux ignoraient ou mesuraient autrement (avant les 3 Sanglantes, avant la Grande peur, avant la Terreur, avant...). Chez nos contemporains (comme chez moi-même), cela induit une impression de transcendance de l'histoire, qui « me » traverse et « me » transperce, sur laquelle je n'ai plus prise, objet que je suis. Le sentiment de *déprise sur le monde* est là, que l'on peut traduire autrement : en jugeant l'actualité à l'aune de cette déprise, du sentiment de dépossession qui me saisit. L'argument de l'emballement médiatique m'est alors utile pour décrire ce sentiment. Il me permet de dire en substance : regardez comme la société est vaine, voyez comme elle s'attache à des éléments futiles sans réflexion, incapable qu'elle est de traiter l'actualité avec sagesse et raison. Les médias se font loin de moi, ils me sont extérieurs, voire ils s'imposent à moi (ah ! le mythe du « complot médiatique », ressuscité par l'argument de la connivence) ; je ne peux que déplorer leur autisme, leur anomie, leur double jeu. Dans le même temps, l'individualisme contemporain, réel et construit, me renforce dans l'idée que je ne suis qu'un atome social d'une trame uniforme, qu'un organe anonyme dans un corps social, qu'une mécanique perdue dans un jeu social sans beaucoup de sens.

Seconde hypothèse, l'usage de l'emballement médiatique est une forme combinée de rationalisme et d'autoflagellation : c'est ce que Kervella nomme avec ironie « *média culpa* » (p. 290). Par exemple, un journaliste du *Monde*, Piotr Smolar, dans un article publié en Une intitulé « Récit d'un emballement parti du sommet de l'État », note que le concept sert à introduire une forme d'autoflagellation médiatique sur l'affaire « du RER D » (2004) : « *Ces derniers jours, ce mot a connu un succès considérable, résumant les actes de contrition des médias qui se sont interrogés sur le traitement réservé à l'agression antisémite imaginaire de Marie L. dans le RER D,*

le 9 juillet ». (Smolar, 2004, p. 1) Comme d'autres confrères, le journaliste décrit l'affaire politico-médiatique comme un phénomène quasi-transcendant, où les acteurs ont agi sous l'emprise d'une force invisible et fatale (« nous démissionnons sans combattre », dit d'ailleurs Schneidermann). Kervella note toutefois que : « l'argument principal mobilisé par tous les journaux, à savoir qu'ils se seraient adaptés à l'emballlement des responsables politiques, loin d'améliorer l'image de la presse, peut au contraire la desservir, en soulignant son manque d'autonomie par rapport à la sphère politique ». (Kervella, 2007, p. 293). L'emballlement devient une excuse, et cache mal un embarras réel après un dérapage incontrôlé.

Selon Kervella, l'emballlement devient un « cadre interprétatif », un diagnostic commode pour simplifier le diagnostic : « Le Monde et Libération adoptent (...) proposent directement une analyse via le cadre interprétatif de l'emballlement avec les titres suivants : « "Agression" du RER : comment la République s'est emballée » (Le Monde) ; « RER, retour sur un emballlement » (Libération). » (Kervella, 2007, p. 291) Dans la même veine, la chercheuse parle de l'emballlement comme d'une « posture éditoriale », liée à « une certaine tendance à ne pas accepter l'auto-critique, soit en ne lui accordant que peu de place (...), soit en la teintant d'auto-défense (...), soit enfin en refusant de poser les bonnes questions ». (Kervella, 2007, p. 293) On passe ainsi du phénomène à son usage rhétorique, de sa nature à sa mobilisation.

Si cette hypothèse se confirme, l'emballlement est alors une manière de poser la question non de la véracité des faits mais de la pertinence du sujet choisi. Par ce biais, on rejoint les débats sur les pseudo-événements (tels que l'ont travaillé par exemple Boorstin [1961], Baudrillard [2007] ou Debord [1967]), les effets de réel (dans le sens que lui donne Bourdieu) et plus généralement la construction sociale de la réalité. Se pourrait-il par exemple que l'emballlement soit la rançon à payer à un rationalisme outrancier, porté haut par une science positive du XX<sup>e</sup> siècle que le journalisme a repris à son compte, tout à son effort de tirer la presse du côté du « fait », de sa « vérification », de la « vérité » ? Le côté indécrottablement rationaliste de la pensée journalistique peut-il être une indication du traitement moderne de l'emballlement médiatique ?

## RÉFÉRENCES

- « Ina STAT » [2011]. Disponible sur <http://www.ina-sup.com/ressources/ina-stats/>
- « L'affaire DSK fait les affaires des médias » [2011]. Nouvelobs.com. Disponible sur <http://tempsreel.nouvelobs.com/l-affaire-dsk/20110527.OBS4020/l-affaire-dsk-fait-les-affaires-des-medias.html>
- « L'espionnage industriel qui venait de l'Empire du Milieu » [2011]. France24, 11/01/2011. Disponible sur <http://www.france24.com/fr/20110111-chine-acteur-majeur-espionnage-industriel-re-nault-peer-de-jong>
- « L'ourson Knut » [2007]. L'Express. 06/04/2007. Disponible sur [http://www.lexpress.fr/diaporama/diapo-photo/actualite/societe/l-ourson-knut\\_501173.html?p=0](http://www.lexpress.fr/diaporama/diapo-photo/actualite/societe/l-ourson-knut_501173.html?p=0)
- AFP [2011a]. « Royal Wedding currently generating one mention every ten seconds, online ». Disponible sur [http://blog.greenlightsearch.com/greenlights\\_search\\_blog/2011/04/royal-wedding-generating-one-mention-every-ten-seconds-online.html](http://blog.greenlightsearch.com/greenlights_search_blog/2011/04/royal-wedding-generating-one-mention-every-ten-seconds-online.html)
- AFP [2011b]. « La gazette du mariage princier à Londres: le buzz sur Internet ». Disponible sur <http://www.france24.com/fr/20110421-gazette-mariage-princier-a-londres-le-buzz-internet>
- Assoun, P.-L. [2009]. « L'image médicale à l'épreuve de la psychanalyse », Recherches en psychanalyse, n° 8. Disponible sur <http://recherchespsychanalyse.revues.org/63>
- Bastin, G. [2008]. Une exception d'irresponsabilité ? Médias et journalistes dans l'affaire d'Outeau. Questions de communication, 13, 80-107.
- Baudrillard, J. [2007]. Event and Non-Event. Semiotext(e). N° sur « In the Shadow of the Silent Majorities ». Disponible sur <http://www.egs.edu/faculty/jean-baudrillard/articles/event-and-non-event/>
- Berelson, B. [1952]. Content Analysis in Communication Research. Glencoe, Ill.: Free Press
- Bernier, M.-F. [1998]. L'autorégulation pragmatique du journalisme en Amérique du nord. Recherches en communication, 9, 47-71.
- Berretta, E. [2009]. Le tourbillon numérique de Susan Boyle. Le point. N° du 1<sup>er</sup> juin.
- Bohé, G. [2006]. Le traitement de la grippe aviaire dans la presse nationale. Observatoire français des médias. Disponible sur [http://www.observatoire-medias.info/article.php3?id\\_article=601](http://www.observatoire-medias.info/article.php3?id_article=601)
- Boorstin, D. J. [1961] 1963. L'image, ou ce qu'il advint du rêve américain. Paris, Julliard, coll. « 10/18 ».
- Bourdieu, P. [2005]. Sur la télévision. Paris : Liber.
- Courtieux, F. [2011]. Kantar Media analyse l'impact médiatique (UBM) des récents événements mondiaux. Communiqué de presse (12 mai 2011). Disponible sur <http://www.kantarmedia.fr/BilanUBMKantarMedia.pdf>
- Debord, G. [1967]. La société du spectacle. Paris : Buchet & Chastel.
- Girardeau, A. [2006]. Et le "plus mauvais Laurent" est... Écrans.fr. N° du 30 novembre. Disponible sur <http://www.ecrans.fr/Et-le-plus-mauvais-Laurent-est,546.html>
- Google Trends. Disponible sur <http://trends.google.com/trends/>
- Hackett, A. P. [1977]. 80 Years of Best Sellers, 1895-1975. New Providence (NJ) : RR Bowker Llc.
- Hart, J. D. [1950]. The Popular Book: A History of America's Literary Taste. New York : Oxford University Press.
- Kelvin (W. Thomson, lord Kelvin), [1891]. Lecture to the Institution of Civil Engineers, Popular Lectures and Addresses, vol. 1, Londres & New York : Macmillan and Co.
- Kervella, A. [2007]. Du fait divers au fait de société : l'affaire du RER D, Les cahiers du journalisme. 17 (« Faits divers. Faits de société »), 284-294.
- Lequesne-Roth, C. [2009]. Retour sur la crise des "subprimes". Autopsie d'une déraison d'État, Revue internationale de droit économique. XXIII(2), 219-242.
- Manning, C. D. & Schütze, H. [1999]. Foundations of Statistical Natural Language Processing. Boston : The MIT Press.
- Martin, C. [1986]. Des best-sellers en tous genres. Cahiers de recherche sociologique, 4(2), 111-128. Disponible sur <http://id.erudit.org/iderudit/1002006ar>
- Mer, R. [2004]. Vache folle : les médias sous pression, Dossier de l'environnement de l'INRA. 28, 11-117.

MESURE ET DÉMESURE DE L'EMBALLLEMENT MÉDIATIQUE.  
RÉFLEXIONS SUR L'EXPERTISE EN MILIEU JOURNALISTIQUE

- Morr, F. L. (1947). *Golden Multitudes: The Story of Best Sellers in the United States*. New York : Macmillan.
- Moyaert, S. et Dubois, C. (2007). Le climat : emballlement médiatique ?, *Monde qui bouge*, blog. 13 mars. Disponible sur <http://www.mon-dequibouge.be/index.php/2007/03/le-climat-emballlement-mediatique/>
- Mucchielli, L. (2002). "Apaches", "Blousons noirs", "sauvageons" et autres "racailles" : la longue histoire de la peur des jeunes. *Enquêtes interdites*, 28 (décembre).
- Mucchielli, L. (2005). Les tournantes : entre fantasmes et réalité (interview avec D. Bême). *Doctissimo*. Disponible sur <http://www.doctissimo.fr/html/sexualite/dossiers/violence-sexuelle/8670-tournantes-mucchielli-itw.htm>
- Muzet, D. (2005). Stop à l'emballlement de la machine médiatique. *Libération*. N° du 15 novembre
- Muzet, D. (2006). L'emballlement médiatique : la question de la responsabilité. Intervention au 27<sup>e</sup> Congrès de l'UCPF. Grenoble, 7-10 décembre. Disponible sur <http://mediascopie.fr/pdf/Conference-061210.pdf>
- Nora, P. (2011). Best-seller. *Encyclopædia Universalis*. Disponible sur <http://www.universalis.fr/encyclopedie/best-seller/>
- Ph. C. (entretien avec M<sup>gr</sup> Aillet) (2010). Grande modernité. *Sud Ouest*. N° du 23 novembre. Disponible sur <http://www.sudouest.fr/2010/11/23/grande-modernite-246749-4018.php>
- Richebois, V. (2009). Beaucoup de bruit médiatique pour rien ? *Les échos*. N° du 7 mai, p. 8
- Schneidermann, D. (1999). *Du journalisme après Bourdieu*. Paris : Fayard.
- Schneidermann, D. (2003). *Le cauchemar médiatique*, Paris : Denoël Impacts.
- Smolar, P. (2004). Ce que révèle l'affaire Marie L., *Le monde*. N° du 18 juillet, p. 1
- Sutherland, J. (1981). *Bestsellers : Popular Fiction of the 1970s*. Londres : Routledge & Kegan Paul.
- Thomas, C. (2008). Interdiction du port du voile à l'école : pratiques journalistiques et légitimation d'une solution législative à la française. *Politique et sociétés*, 27(2), 41-71.
- Trefois, P. (2008) (dir.). *Grippe aviaire: un emballlement médiatique ?* Bruxelles : Question Santé asbl, Service « Éducation permanente », 20 p. Disponible sur <http://www.questionsante.be/>
- Veilletet, P. (2011). Affaire DSK : jackpot médiatique. *Médias*. 30 (automne), 28-34

*Sous la direction de*  
***Aurélie Tavernier***

# **SCIENTISME(S) & COMMUNICATION**

MEI N°35

*L'Harmattan*

## MEI « Médiation & information ». Revue internationale de communication

UNE REVUE-LIVRE. — Créée en 1993 par Bernard Darras (Université de Paris 1) et Marie Thonon (Université de Paris VIII), MEI « Médiation Et Information » est une revue thématique biannuelle présentée sous forme d'ouvrage de référence. La responsabilité éditoriale et scientifique de chaque numéro thématique est confiée à une Direction invitée, qui coordonne les travaux d'une dizaine de chercheurs. Son travail est soutenu par le Comité de rédaction et le Comité de lecture. Une contribution Centre de Recherche, Images, Cultures et Cognitions permet un fonctionnement souple et indépendant.

UNE REVUE-LIVRE DE RÉFÉRENCE. — MEI est l'une des revues de référence spécialisées en Sciences de l'information et de la communication, reconnue comme "qualifiante" par l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (aéres). Elle est de plus certifiée par le Conseil national des universités (CNU). Le dispositif d'évaluation en double aveugle garantit le niveau scientifique des contributions.

UNE REVUE-LIVRE INTERNATIONALE. — MEI « Médiation et information » est une publication internationale destinée à promouvoir et diffuser la recherche en médiation, communication et sciences de l'information. Onze universités françaises, belges, suisses ou canadiennes sont représentées dans le Comité de rédaction et le Comité scientifique.

UN DISPOSITIF ÉDITORIAL THÉMATIQUE. — Autour d'un thème ou d'une problématique, chaque numéro de MEI « Médiation et information » est composé de deux parties. La première est consacrée à un entretien avec les acteurs du domaine abordé. La seconde est composée d'une quinzaine d'articles de recherche.



Monnaie Kushana, représentation de Miros

Source : Hinnels, J., 1973. *Persian Mythology*. Londres : Hamlyn Publishing Group Ltd.

Médiation et information, tel est le titre de notre publication. Un titre dont l'abréviation MEI correspond aux trois lettres de l'une des plus riches racines des langues indo-européennes. Une racine si riche qu'elle ne pouvait être que divine. C'est ainsi que le dieu védique Mitra en fut le premier dépositaire. Meitra témoigne de l'alliance conclue entre les hommes et les dieux. Son nom évoque l'alliance fondée sur un contrat. Il est l'ami des hommes et de façon plus générale de toute la création. Dans l'ordre cosmique, il préside au jour en gardant la lumière. Il devient Mithra le garant, divin et solaire pour les Perses et il engendre le mithraïsme

dans le monde grec et romain.

Retenir un tel titre pour une revue de communication et de médiation était inévitable. Dans l'univers du verbe, le riche espace sémantique de mei est abondamment exploité par de nombreuses langues fondatrices. En védique, **mitra** signifie "ami ou contrat". En grec, **ameibein** signifie "échanger", ce qui donne naissance à **amoibaos** "qui change et se répond". En latin, quatre grandes familles seront déclinées : **mutare** "muter, changer, mutuel...", **munus** "qui appartient à plusieurs personnes", mais aussi "cadeau" et "communiquer", **meare** "passer, circuler, permission, perméable, traverser..." et enfin **migrare** "changer de place".

© 2011, auteurs & Éditions de l'Harmattan.

7, rue de l'École-polytechnique. 75005 Paris.

Site Web : <http://www.librairieharmattan.com>

Courriel : [diffusion.harmattan@wanadoo.fr](mailto:diffusion.harmattan@wanadoo.fr) et [harmattan1@wanadoo.fr](mailto:harmattan1@wanadoo.fr)

ISBN : 978-2-296-11707-5 EAN : 9782296117075

**Direction de publication**

Bernard Darras

**Rédaction en chef**

Marie Thonon

**Comité scientifique**

Jean Fiset (UQAM, Québec)  
Pierre Fresnault-Deruelle (Paris I)  
Geneviève Jacquinet (Paris VIII)  
Marc Jimenez (Paris I)  
Gérard Loiseau (CNRS, Toulouse)  
Armand Mattelart (Paris VIII)  
J.-P. Meunier (Louvain-la-Neuve)  
Bernard Miège (Grenoble)  
Jean Mouchon (Paris X)  
Daniel Peraya (Genève)

**Comité de lecture**

Julie Bouchard (Paris XIII)  
Bernard Delforce (Lille III)  
Julien Fretel (Picardie Jules Verne - Amiens)  
Thomas Heller (Lille I)  
Yves Jeanneret (Paris Sorbonne - CELSA)  
Alice Krieg-Planque (Paris Est Créteil)  
Christine Servais (Liège, Belgique)  
Marie Thonon (Paris VIII)

**Secrétariat**

Gisèle Boulzaguet

**Comité de rédaction**

Dominique Chateau (Paris I)  
Bernard Darras (Paris I)  
Pascal Froissart (Paris VIII)  
Gérard Leblanc (École nationale supérieure  
« Louis-Lumière »)  
Pierre Moeglin (Paris XIII)  
Alain Mons (Bordeaux III)  
Jean Mottet (Paris I)  
Marie Thonon (Paris VIII)  
Patricio Tupper (Paris VIII)  
Guy Lochard (Paris III)

**Correspondants**

Robert Boure (Toulouse III)  
Alain Payeur (Université du Littoral)  
Serge Proulx (UQAM, Québec)  
Marie-Claude Vetraino-Soulard (Paris VII)

*Les articles n'engagent que leurs auteurs ; tous droits réservés.  
Les auteurs des articles sont seuls responsables de tous les droits relatifs  
aux images qu'ils présentent.*

*Toute reproduction intégrale ou partielle, faite sans le consentement  
de son auteur ou de ses ayants droits, est illicite.*

Éditions Op. Cit. — Revue MEI « Médiation et information »  
6, rue des Rosiers. 75004 Paris (France)  
Tél. & fax : +33 (0) 1 49 40 66 57  
Courriel : revue-mei@laposte.net

<http://www.mei-info.com/>

*Nous tenons à remercier chacun-e des auteur-e-s pour leurs articles, ainsi que Gérard Noiriel et Roland Gori, pour les entretiens qu'ils nous ont respectivement accordés et l'éclairage qu'ils apportent à la thématique de ce numéro de MEI. Un grand merci également à Christian Chung, qui a assuré le design et la mise en page de ce numéro, et à Pascal Froissart, pour sa précieuse contribution au secrétariat de rédaction.*

## Présentation des auteurs

..... 6

## Scientisme(s) et communication. Présentation

Aurélie Tavernier ..... II

## Entretiens

*À propos de l'engagement du savant dans le politique. Le métier d'historien – ou comment faire usage de l'histoire pour éviter d'en abuser.*

Entretien avec Gérard Noiriel ..... 21

*De la normalisation des savoirs à l'imposture scientifique : retour et détours de l'idéologie scientiste.*

Entretien avec Roland Gori ..... 41

## Dossier

*Savoirs et scientisme saisis par le discours. Les liaisons discursives*

Roselyne Ringoot ..... 63

*Positivisme ou scientisme ? Les enjeux politiques d'un point de vocabulaire*

Frédéric Dupin ..... 75

*Vous pouvez répéter la réponse ? L'expertise scientifique au risque de la certitude*

Aurélie Tavernier ..... 89

*La démocratie participative ou l'impossible refus du scientisme*

Magali Nonjon ..... 117

*La science sur le web. Numérisation des textes et dédifférenciation du savoir*

Johannes Angermüller ..... 129

*Mesure et démesure de l'emballlement médiatique. Réflexions sur l'expertise en milieu journalistique*

Pascal Froissart ..... 143

*Mise en scène de la scientificité dans le débat citoyen. Le cas des OGM comme argument d'une lettre ouverte autour de la science*

Nathalie Garric - Michel Goldberg ..... 161

*Fiction, idéologie et argumentation dans le débat sur les OGM*

Michel Goldberg - Maryse Souchard ..... 175

## Hypothèses (parole aux jeunes chercheurs)

*Du scientisme à l'anti-scientisme ? L'utilisation du discours scientifique comme ressource militante par « Ni Putes Ni Soumises »*

Zineb Benrahhal Serghini ..... 189

*Délinquance juvénile : les usages journalistiques des discours sociologique et criminologique*

David Pichonnaz ..... 207

## Scientisme(s) et communication

### Présentation des auteurs

JOHANNES ANGERMÜLLER est professeur de sociologie à l'Université de Mayence (Mainz), en Allemagne. En 2003, il a obtenu un doctorat franco-allemand en sociologie et en analyse du discours de l'Université de Paris XII (Paris-Est – Créteil) et de l'Université de Magdebourg (Allemagne). Ses recherches portent sur l'analyse des discours, notamment intellectuels et politiques. En privilégiant l'analyse des textes écrits, ses travaux mettent en valeur l'organisation énonciative et polyphonique du discours en vue de ses inscriptions sociales. Johannes Angermüller a publié plusieurs ouvrages et articles, dont un grand nombre sont en ligne : <http://www.johannes-angermueller.de>

ZINEB BENRAHAL SERGHINI est docteure en sciences de l'information et de la communication, associée au Groupe d'études et de recherches interdisciplinaires en information et communication (GÉRIICO, ÉA 4073) de l'Université de Lille III. Elle est l'auteure d'articles et d'études sur la presse marocaine, l'espace public, les mouvements sociaux, et sur les thèmes liés à la diffusion et la médiatisation de l'innovation socio-discursive. Cette thématique a aussi fait l'objet de son travail de doctorat, portant sur l'analyse de la médiatisation du mouvement « *Ni Putes Ni Soumises* ». Elle est actuellement chargée de cours à l'Université de Lille III et à Sciences Po Lille, et intervient en tant que formatrice externe à l'École nationale de la protection judiciaire de la jeunesse.

FRÉDÉRIC DUPIN est agrégé de philosophie et professeur à l'IUFM de Paris IV – Sorbonne. Ses travaux portent sur la théorie politique d'Auguste Comte et sur l'articulation entre contenus scientifiques, pratiques pédagogiques et prescriptions politiques dans les sociétés occidentales contemporaines. En 2009, il a notamment réalisé l'édition critique des œuvres d'Auguste Comte, *Appel aux conservateurs* et *Catéchisme positiviste*, deux ouvrages publiés aux éditions du Sandre (Paris).

PASCAL FROISSART est maître de conférences en sciences de l'information et de la communication à l'Université de Paris VIII, chercheur au Centre d'études sur les médias, les technologies et l'internationalisation (CÉMTI, ÉA 3388) et chercheur associé au Laboratoire « Communication et politique » (CNRS, UPR 3255). Ses travaux portent sur l'histoire des idées (masse, rumeur, emballement) et des disciplines (SIC, en particulier). En 2010 il a publié en collection de poche l'ouvrage *La rumeur. Histoire et fantasmes* (Paris : Belin).

NATHALIE GARRIC est maître de conférences au Département des sciences du langage de l'Université François-Rabelais de Tours, et membre du Laboratoire ligérien de linguistique (LLL, ÉA 3850). Ses recherches s'inscrivent dans le cadre de l'analyse de discours de tradition française et se consacrent à plusieurs genres discursifs, dont le discours patronal et le discours de la médiation télévisuelle. Elles portent un intérêt soutenu à la description des observables linguistiques, dans une approche interdisciplinaire de la discursivité.

MICHEL GOLDBERG est biotechnologiste et maître de conférences en biochimie à l'Université de La Rochelle, dans le Laboratoire « Littoral, environnement et sociétés » (LIENSS, UMR CNRS 6250). Ses enseignements et ses travaux portent sur deux domaines bien distincts : l'enzymologie d'une part ; l'analyse des controverses à thème scientifique d'autre part. Il anime à l'Université de La Rochelle un groupe de recherche sur l'analyse du discours en ingénierie et en sciences, qui regroupe des chercheurs en biotechnologies, en communication, en linguistique et en philosophie, au Groupe de recherche et d'étude en analyse du discours en ingénierie et en science (GRÉADIS). Il a publié plusieurs articles sur l'analyse de controverses et sur la didactique universitaire dans l'enseignement de l'argumentation.

ROLAND GORI est psychanalyste et professeur de psychopathologie à l'Université d'Aix-Marseille. Auteur de nombreux ouvrages, notamment sur les rapports entre science et psychanalyse, les logiques de causalité et les régimes de scientificité, ou encore la place du sujet et de la parole en psychanalyse, il conduit une réflexion engagée sur les effets de normalisation des pratiques médicales et des individus, dans le champ de la santé mentale et, plus largement, dans l'espace social et politique contemporain. En 2008, il est co-initiateur (avec Stefan Chedri) de *L'Appel des appels*.

GÉRARD NOIRIEL est historien, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (ÉHESS, Paris). Co-fondateur de la revue *Genèses. Sciences sociales et histoire* et directeur de la collection « Socio-histoires » (toutes deux aux éditions Belin), il est l'un des pionniers d'une socio-histoire de l'immigration. Ses recherches s'attachent aux processus de construction des représentations et à la genèse des catégories, comme celle d'État nation, qui lient les individus entre eux. Elles interrogent également les dimensions épistémologiques de la discipline historique et, plus largement, les rapports entre sciences sociales, usages sociaux et politiques, et pratiques culturelles.

MAGALI NONJON est maître de conférences en science politique à l'Université d'Avignon. Membre du Centre d'études et de recherches administratives, politiques et sociales (CÉRAPS, UMR 8026), elle travaille sur les thématiques

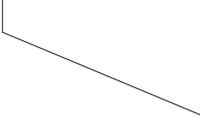
de la démocratie participative et a soutenu en 2006, à l'Université de Lille II, une thèse intitulée *Quand la démocratie se professionnalise. Enquête sur les experts de la participation*, où elle étudie les pratiques professionnelles centrées sur le développement de la concertation et de la participation des citoyens. Elle a publié plusieurs articles sur les ressorts et les usages de la démocratie participative.

DAVID PICHONNAZ est assistant diplômé en sociologie au Département des sciences sociales de l'Université de Fribourg (Suisse), et doctorant en co-tutelle avec le Centre Maurice-Halbwachs (ÉNS-ÉHÉSS-CNRS). Ses recherches actuelles portent sur la socialisation professionnelle des policiers et sur leurs représentations de la délinquance juvénile. Ses mémoires de Maîtrise et de Master sont consacrés à la médiatisation des chercheurs en sciences sociales, en particulier leurs interventions à propos de la délinquance juvénile.

ROSELYNE RINGOOT est docteure en sciences du langage et maître de conférences en sciences de l'information et de la communication à l'Institut d'études politiques de Rennes. Elle est responsable du Master « Journalisme : reportage et enquête », et membre du Centre de recherches sur l'action politique en Europe (CRAPE, UMR 6051). Auteure de nombreux ouvrages et articles, elle a notamment co-dirigé, avec Jean-Michel Utard, l'ouvrage intitulé *Les genres journalistiques. Savoirs et savoir-faire*, paru en 2009 chez L'Harmattan (dans la collection « Communication et Civilisation »).

MARYSE SOUCHARD est maître de conférences en sciences de l'information et de la communication à l'Université de Nantes / Institut universitaire de technologie de La Roche-sur-Yon, après avoir enseigné à l'Université du Manitoba (Canada) et au Québec (Université de Montréal, Université de Laval). Membre du *Linacre College* de l'Université d'Oxford (Royaume-Uni), elle a traduit en français l'ouvrage de Terry Eagleton *Literary Theory, An Introduction* (aux Presses universitaires de France, en 1996). Ses recherches portent sur l'analyse des discours de l'extrême-droite, l'histoire de la culture, les pratiques culturelles et la théorie des études culturelles, auxquelles elle a consacré un ouvrage paru en 2010 (*Les études culturelles. Pour quoi faire ?*, aux éditions Tangences). Avec Michel Goldberg, elle travaille sur l'analyse des discours de l'innovation scientifique et technologique dans le cadre du projet « *Bioram* », au sein du laboratoire de Génie des procédés – Environnement - Agro-alimentaire (GÉPEA, UMR CNRS 6144).

AURÉLIE TAVERNIER est maître de conférences en Sciences de l'information et de la communication à l'Université de Paris VIII, chercheuse au CÉMTI (Centre d'études sur les médias, les technologies et l'internationalisation – ÉA 3388) et chercheuse associée au Groupe d'études et de recherches interdisciplinaires en information et communication (GÉRIICO, ÉA 4073). Ses travaux portent sur les



rhétoriques et les compétences professionnelles des journalistes, les processus de médiatisation et de politisation du savoir, et la construction de l'expertise dans l'espace public. Elle a notamment co-dirigé, avec Bernard Delforce, Jean-Baptiste Legavre et Jacques Noyer, l'ouvrage intitulé *Figures sociales des discours. Le « Discours social » en perspective*, paru en 2010 aux éditions UL3 (collection « Travaux et recherches », Lille, Université Lille 3).



# Présentation

Aurélie Tavernier<sup>1</sup>

Université de Paris VIII &  
Centre d'études sur les médias, les technologies et l'inter-  
nationalisation (CÉMTI, ÉA 3388)

« *Ce que la science trouve n'est pas ce que l'idéologie donnait à chercher* ».

Georges Canguilhem, 1993 : 40,  
*Idéologie et Rationalité dans l'histoire des sciences de la vie*,  
Paris, Librairie philosophique J. Vrin.

Si nous osons terme de « scientisme(s) » pour l'intitulé de ce numéro, c'est qu'un certain nombre de débats récemment médiatisés pose de façon urgente aux chercheurs la question de la responsabilité qu'ils prennent à titre individuel, et qu'ils engagent à titre collectif, lorsqu'ils rendent public un discours sur le réel au nom du savoir qui l'a constitué. Que l'on s'indigne de l'utilisation de la recherche médicale pour le dépistage précoce de la déviance ; que l'on s'inquiète de la validation ministérielle de la psychologie comportementale, ou de la méthode syllabique d'apprentissage de la lecture, sur foi d'argumentaires neuro-scientifiques ; que l'on sursaute lorsque la parole du psychanalyste couche sur le divan médiatique l'inconscient d'un ministre dont le lapsus trahira la *psyché* autant que la stratégie politique ; que l'on redoute, enfin, la caution de la statistique ou de la criminologie offerte à l'action politique : ce qui pose question, ce sont bien les justifications que fournissent des savoirs convertis en arguments d'autorité ; c'est le risque d'ériger des sciences prises pour exactes en sciences d'État ; c'est l'abus qui consiste à prendre les savoirs des sciences sociales pour des interprétations positives, voire pour des lois an-historiques.

L'ambition de ce numéro n'est pourtant pas de refléter un état des dérives de la science et du savoir dans l'espace public, mais plutôt de mettre en question les *processus* de leur élaboration et de leur dispersion : il s'agit, de la sorte, de s'intéresser non pas aux *déformations*, mais aux *formations* du social et du politique pour lesquelles des savoirs, à visée ou à prétention scientifique, sont mis en circulation – et à contribution. À quel type de validations, de représentations doxiques, d'usages normatifs et prescriptifs du discours de la science

---

<sup>1</sup> aurelie.tavernier@univ-paris8.fr

assiste-t-on ? De quels arguments d'autorité les paroles de scientifiques sont-elles constituées et surtout, constitutives ? Quelles sont les dynamiques de médiation, les scènes de représentation, les acteurs et les enjeux des réappropriations qui accompagnent la circulation des savoirs scientifiques, depuis l'espace où ils ont été produits vers ceux, distincts mais non étanches, du politique et des médias ?

Ne pas trancher *a priori* entre le ou les scientisme(s), c'est alors tenter de récupérer une marge de manœuvre. C'est une manière de cesser de fermer les objets, et d'ouvrir plutôt la réflexion par la confrontation des disciplines et des théories – c'est-à-dire, étymologiquement, des « points de vue ». Peut-on parler, dans une perspective épistémologique, *du* scientisme comme d'une propriété particulière de la science, ou d'une attitude du corps social et politique à son endroit ? Une lecture en pluralité est-elle au contraire préférable, en partant d'analyses empiriques situées donnant à voir la diversité des arènes, des acteurs et des rhétoriques qui participent *des* scientismes ? Laisser cette question ouverte, c'est aussi une manière de ne pas, ou justement de ne plus chercher à établir *la* vérité par vérités scientifiques interposées : on espère plutôt, grâce aux contributions d'auteurs issus de divers champs disciplinaires, œuvrer à rétablir un dialogue et une incertitude nécessaires, de manière à questionner moins des frontières établies que des points de passage, entre les sciences exactes et les sciences sociales, mais aussi entre savoir et pouvoir, entre les usages et les abus des sciences, entre une politique et des politisations du savoir. Par-delà la diversité des objets traités et des points de vue disciplinaires que l'on lira au fil des pages, l'attention portée aux discours et à leurs présupposés semble constituer l'un de ces points de passage : parce que tout discours est le produit d'une transaction, l'analyse des dispositifs et des instances discursifs où le(s) scientisme(s) s'incorpore(nt) permet aux auteurs de tenir compte de configurations historiquement situées, et d'éviter l'opposition quelque peu stérile et teintée d'immanence entre la « pureté » de la science et « l'impureté » scientiste. S'il fallait donc, pour les présenter, réunir les textes qui suivent sous l'égide d'un même questionnement, nous emprunterions volontiers à Alain Badiou cette formulation : *de quoi le scientisme est-il le nom ?*

Car c'est bien d'abord de « *discours sur* » la science qu'il est précisément question dans le terme même de « scientisme », dont la désinence, rappelle Roselyne Ringoot, dit à elle seule la connotation péjorative par rapport à un idéal *a priori* dénaturé. L'origine philosophique du mot renvoie « *le scientisme* » à une « *attitude* », consistant à attendre de la science qu'elle résolve les problèmes métaphysiques et moraux de l'existence : faut-il alors y voir une prétention démiurgique à l'égard de la science, ou à l'inverse une limitation drastique de l'horizon scientifique, réduit à fournir des réponses immédiates à la société ?

L'intérêt programmatique de cette première contribution est justement de montrer que ces deux propositions ne sont pas antagonistes : le scientisme peut d'autant mieux prospérer qu'il entretient l'ambivalence permettant de justifier, au nom de la science comme idéal universel, les opinions et les croyances particulières qui se réclament de sa toute-puissance. L'investigation lexicologique à laquelle se livre l'auteure permet alors de lever le voile sur le flou ontologique opportun qu'entretient le scientisme à l'égard de la science : au gré des terminologies qui, du « *scientisme* » à la « *croyance* », font office d'antonymes à la définition *exacte* de « *la science* », on voit que c'est peut-être dans la présupposition d'une intégrité discursive que peut le mieux se nicher la réification des énoncés scientifiques. En prenant le « *scientisme* » au mot, Roselyne Ringoot rappelle ainsi, dans la lignée des travaux de Michel Foucault, que la pureté supposée originelle de la science s'accommode fort mal du principe de « *dispersion* » des discours, principe auquel n'échappent pas ceux de la science qui, pour pouvoir se constituer comme telle, participe nécessairement *au* et *du* contexte social, politique et culturel. Il importe dès lors d'analyser non pas la dénaturation des discours scientifiques versés dans l'Espace public, mais « *au contraire d'analyser les enchevêtrements de processus et de dispositifs qui font circuler les énoncés entre différentes arènes, plus ou moins savantes* »<sup>2</sup>.

Si le scientisme peut être tenu pour un discours sur la science, il y a du barbare en lui : parce qu'il s'ignore comme tel, et confond de la sorte son objet avec ses propres prétentions à l'universalité et à l'exactitude. La genèse du positivisme contient à laquelle se livre Frédéric Dupin s'empare de cette forme d'absolutisation, de « *la* » science mais aussi « *du* » scientisme, singulièrement pensé contre elle – tout contre. En questionnant l'idéal de certitude et de saisie immédiate du réel au regard de l'œuvre philosophique d'Auguste Comte, sa contribution montre d'abord ce que la critique du positivisme comporte elle-même d'impensés et de raccourcis, jusqu'à tenir parfois pour un analogon du scientisme le projet politique du philosophe – l'attitude positiviste ne consiste-t-elle pas en effet à doter la science, fût-elle sociale, d'appareils de preuve « *exacte* » ? C'est oublier, rappelle Frédéric Dupin, que la méthode du père de la sociologie positive est indissociable d'une réflexion, et d'un engagement, sur les rapports entre science, morale et politique : soit précisément ce que « *les différents régimes actuels de scientificité, et c'est là leur unité propre, semblent toujours présupposer comme disjoints* », écrit l'auteur. Son histoire du positivisme comme synthèse politique réfute alors de manière radicale la suspicion d'immanence et de sacralisation de la science trop souvent accolée à l'héritage d'Auguste Comte. Elle montre que la disjonction entre le savoir et ses inscriptions politiques, comme entre la théorie et ses possibilités opératoires, nourrit une conception irénique de « *la* » science et l'impossibilité d'en assurer l'utilité et la fonction sociales.

---

2 Berlivet, Luc, 1999 : 185-208. « *Argumentation scientifique et espace public. La quête de l'objectivité dans les controverses autour des « risques de santé »*, in François, Bastien et Neveu, Érik (dirs.). *Espaces publics mosaïques. Acteurs, arènes et rhétoriques des débats publics contemporains* : 193. Rennes : Presses universitaires de Rennes.

De ces deux premières contributions, il ressort aussi que le scientifique, c'est toujours l'autre : le scientisme semble être au champ de la raison scientifique ce que l'idéologie est à celui des passions politiques, suivant un même procédé de disqualification, un même procès fait à l'adversaire, accusé de dénaturer l'idéal désintéressé censé guider, aussi bien la recherche de la vérité pure, que celle du bien commun. Si nous établissons ici un parallèle entre scientisme et idéologie, c'est pour mieux poser que l'un et l'autre, sans être disjoints, ne se confondent pas : accréditer cette indistinction reviendrait à contribuer aux effets de réification de leurs antonymes positifs respectifs – la science et le politique « purs » –, dissuadant l'examen des enchevêtrements et des controverses dans lesquels tous deux prennent corps, respectivement, et relativement. C'est précisément à la démarche inverse que s'emploient les auteurs du dossier : il s'agit, en partant de dispositifs situés et de terrains polémiques, de démêler les conditions sociales, politiques, scientifiques et culturelles dans lesquelles le savoir scientifique peut rompre avec son idéologisation. L'idéologie scientifique, rappelle Roland Gori dans l'un des deux entretiens proposés ci-après, est « *un état paresseux du savoir* », auquel suffit la croyance en la possibilité d'une saisie immédiate du monde ; l'idéologisation scientifique se produit justement lorsque le savoir échoue à se déprendre de cette croyance, ce qui conduit à se méprendre quant aux fins et aux moyens scientifiques de rationalisation du réel. Distinguer l'idéologie comme état, de l'idéologisation comme processus, c'est ouvrir la possibilité d'envisager les savoirs et les énoncés scientifiques non pas comme dénués d'idéologie, mais comme constitués par elle, et objectivés d'elle ; c'est dire aussi que la prise en compte des contextes de production, de circulation et de dissémination des énoncés scientifiques est une condition nécessaire à l'analyse.

Les situations d'expertise dont s'emparent les articles d'Aurélien Tavernier et Magali Nonjon proposent ainsi de replacer les processus de politisation du savoir et de normalisation du réel au cœur des appareils conceptuels et des dispositifs instrumentaux (étatiques, médiatiques ou citoyens) de production d'un diagnostic expert. La question d'un « *pouvoir dire* » légitime, légitimant la décision politique qui trouve à s'y justifier, irrigue ces deux contributions. La première s'attache à resituer la naissance de l'expertise dans le processus de rationalisation des sociétés bureaucratiques, et de constitution des « *sciences du gouvernement* » qui participent à et de cette entreprise. Contre l'idée d'un « *pouvoir des experts* » comme propriété intrinsèque, elle interroge alors les modalités de représentation des « *paroles d'experts* » dans l'espace public, politique et médiatique. Il s'agit ainsi de montrer que si les instruments de l'expertise scientifique ne sont pas neutres, ni d'un point de vue axiologique, ni d'un point de vue politique, ils sont aussi travaillés par les usages, sociaux et symboliques, qu'en font les acteurs – qu'ils soient journalistes, décideurs, « *savants* » ou

« *profanes* ». La réflexion de Magali Nonjon porte plus précisément sur la porosité des frontières entre ces deux dernières catégories : à partir de l'observation des dispositifs de « *démocratie participative* », l'auteure montre les transactions au fil desquelles se recomposent les normes de l'expertise, ses modes de légitimation, ses conflits de définition « *comme experte* ». Loin de poser comme « naturelle » la distance entre le « *savoir savant* » des experts et celui des citoyens « *sachants* », la déconstruction de situations d'expertise participative (en l'occurrence, les instances de concertation autour des projets d'aménagement urbain) révèle les hybridations au terme desquelles la parole profane se trouve scientifié, et « *l'expertise d'usage* », professionnalisée. Le spectre du scientisme ressurgit dans la nécessité, pour les décideurs, de réduire les marges d'incertitude : c'est à leur éviction dans les processus de délibération et d'élaboration de la norme que s'attaquent, *in fine*, ces deux analyses des enjeux de l'expertise scientifique.

La contribution de Johannes Angermüller questionne également ce que font les dispositifs au corpus de la science, en observant cette fois les dynamiques de dissémination et de percolation des savoirs scientifiques dans l'espace numérique. Augmenté, hypertextualisé, « *défrontiérisé* », l'espace ouvert par les technologies de stockage et de recherche d'information scientifique conduit à une invisibilité paradoxale des discours de la science, dont les artefacts numériques (tels les trois portails et moteurs de recherche pris pour terrain dans l'article) ne livrent que le résultat brut : ces dimensions voisinent avec le constat, opéré par plusieurs auteurs, d'une réduction problématique de l'horizon scientifique à l'administration de la « *preuve* », dans des contextes d'usages spécifiques. Ici, le discours scientifique apparaît cruellement amputé des inscriptions successives et des protocoles d'élaboration progressive de la connaissance : l'attitude scientifique, précédemment envisagée comme la négation de la tension entre vérité et délibération dans les situations d'expertise, se présente ici sous les atours d'un « *panoptique* » globalisant « *la science* », au moyen de normes de classement et d'évaluation essentiellement quantitatives, dont les effets d'homogénéisation ne sont pas anodins. Il ne s'agit toutefois pas dans cet article de céder aux sirènes du déterminisme technologique : en se livrant à l'analyse méthodique de trois dispositifs numériques, Johannes Angermüller montre plutôt l'hybridation des dynamiques socio-techniques et politiques qui « *transforment les conditions sociales de la communication scientifique* », dans le droit fil de la conception foucauldienne des « *technologies de pouvoir* ». On pourra lire, dans la contribution que livre Pascal Froissart, une autre manière de questionner les effets de pouvoir symbolique des dispositifs de sémiotisation – c'est-à-dire des appareillages, socio-techniques ou ici, sémantiques, qui donnent sens et corps aux réalités qu'ils prétendent simplement héberger, ou ici, désigner. La déconstruction du syntagme d'« *emballage médiatique* » conduit ainsi Pascal Froissart à retracer l'itinéraire de cette formule à succès, dans les arènes multiples où elle se

cristallise comme signifiante. Il montre que la catégorie « *emballage médiatique* » pose opportunément un filtre homogénéisant sur les phénomènes de reprise et de « *percolation* » qu'elle recouvre, au sens propre, aussi bien dans la sphère journalistique que dans le monde scientifique. La géolocalisation du terme s'avère alors problématique, tout comme la temporalité des faits disparates qui s'y trouvent rassemblés et, en quelque sorte, lissés : des opérations de recodage *a posteriori* sont ainsi identifiables, qui montrent que « *l'évidence* » du signifiant « *emballage médiatique* » n'a d'évident que la perception quantitative qu'il autorise, sous l'effet même de sa propre réification. Établissant un parallèle entre « *les emballages médiatiques* » caractérisant des phénomènes de société, et « *les embrasements éditoriaux* » consacrant des *best-sellers*, l'auteur rappelle, avec Pierre Nora, que ces derniers ne sont jamais que « *le point d'aboutissement logique du phénomène éditorial lui-même* » : si leur existence phénoménologique précède leur désignation comme telle, « *la conscience de leur existence n'apparaît que tardivement* », écrit Pascal Froissart, pour mieux souligner ce que les réalités ainsi désignées doivent aux artefacts qui permettent leur « *exposition* », au moyen « *d'indicateurs apparemment objectifs* ».

Dans le trafic sinueux des représentations et des dispositifs censés en rendre compte, la production symbolique apparaît aussi fortement liée aux pratiques intertextuelles, dialogiques – et polémiques. Ainsi le débat sur les OGM est-il analysé par Nathalie Garric et Michel Goldberg comme « *un objet empirique* » de discours, porté dans l'espace public par des scientifiques, et déconstruit par les auteurs au moyen de l'analyse de l'argumentation et des positions énonciatives multiples qui le configurent. Ils examinent alors précisément par quels moyens et à quelles fins la « *scientificité* » peut constituer un enjeu social de légitimité, par-delà la plasticité que cette mise en scène de la science autorise à trancher : en s'intéressant à la présupposition d'une vérité des énoncés scientifiques dont se réclament les instances du débat, Nathalie Garric et Michel Goldberg montrent bien « *comment [la science] ou le(s) scientisme(s) peuvent éventuellement servir des fins diverses ou autres que le savoir lui-même* ». À leur contribution, répond celle que Michel Goldberg signe avec Maryse Souchard, pour envisager le débat sur les OGM au cœur de l'une des controverses que ce serpent de mer ne manque pas de réticuler. L'originalité de leur approche tient à la délocalisation qu'ils opèrent, en quittant le temps d'une « *fable* » les registres polémiques traditionnellement opposés en la matière : à nouveau, l'immanence de la frontière censée séparer, *a priori*, la rationalité et la vérité du discours scientifique d'une part, et les passions ordinaires de l'opinion et de la fiction, d'autre part, se trouve mise en question. Les auteurs décortiquent ainsi minutieusement les présupposés gigognes d'un texte fictionnel, qui se donne explicitement à lire comme tel, mais dont les ressorts argumentatifs puisent implicitement leur force de conviction dans la « *rhétorique scientifique* ». Cet entrelacs des registres de rationalité et des régimes

énonciatifs permet d'entrevoir de quoi se compose le « *discours social* » sur les OGM : les prémisses qui le constituent, parce qu'elles ne se hissent jamais au niveau d'hypothèses mais se présentent toujours sur le mode de l'évidence, ont toutes les chances de clore le débat, et de décourager l'entreprise critique des présupposés de « *la science* ». Le dernier mot de l'article étudié illustre à merveille cette clôture, et l'irréfutabilité que vise cet argumentaire hybride : en guise de morale, « *CQFD* ».

Dénaturaliser les catégories « pures » des énoncés scientifiques : c'est à cette entreprise que parviennent, ensemble, les contributions qui composent ce dossier. Les effets disruptifs pointés par les auteurs pour caractériser le discours scientifique se retrouvent dans la confrontation des terrains, des disciplines, des dispositifs et des genres qui composent le corpus de la science. Dans la partie « Hypothèses » réservée, en fin de numéro, aux travaux de jeunes chercheurs, les deux contributions de Zineb Benrahhal Serghini et David Pichonnaz se saisissent de ces riches perspectives. La première prête une attention particulière aux phénomènes d'écho que produit la ressource scientifique dans le cadrage d'un débat militant : en revenant sur les conditions de l'institutionnalisation du mouvement « *Ni Putes ni Soumises* », elle rend compte de « *la façon dont le discours scientifique peut servir à la fois de caution et de critique à une démarche militante, dès lors que les finalités scientifiques de la recherche varient* ». En faisant ainsi descendre le scientifique dans l'arène, et en mobilisant comme centrale la notion de « *socio-discursivité* », cette analyse réfute à nouveau l'irénisme et la pureté supposément originelle du discours scientifique, qu'elle retrace au contraire dans une interdiscursivité constitutive. Cette dimension – dont on trouvera des résonances, au fil du numéro, sous les termes de « *dispersion* », d'« *hybridation* », de « *percolation* » ou de « *discours social* » – est ici envisagée sous l'angle de la « *réception militante et médiatique* » du discours scientifique. Celui-ci peut faire l'objet d'un déni ou, à l'inverse, d'une récupération par les instances qui s'en saisissent : Zineb Benrahhal Serghini envisage ces antagonismes sous l'angle d'une dialectique. Ainsi, « *le discours scientifique n'est pas seulement une source de connaissance et de savoir, il est également une autorité sociale que les acteurs sociaux mobilisent au sein de l'espace public dans une intentionnalité stratégique* » : de la même manière, écrit l'auteure, que « *le discours militant n'est pas seulement le fruit d'une activité stratégique visant la construction de problèmes publics, il peut également être institué comme source de savoir sur les phénomènes à l'œuvre au sein d'une société ou d'un groupe social* ».

David Pichonnaz envisage lui aussi le discours scientifique comme « *ressource* » pour le cadrage d'un problème public, à partir des usages journalistiques de deux de ses représentants : le discours sociologique, et le discours criminologique. Convoqués dans l'espace médiatique à l'appui du traitement de la « *délinquance juvénile* », ces deux discours ont en commun d'offrir au travail journalistique un appareil de « *preuve* » par le chiffre : ces « *sciences sociales sont mobilisées pour*

*expliquer la délinquance juvénile en lui attribuant des causes. Elles sont dans ce cas réduites au paradigme les rapprochant le plus des sciences de la nature* », l'une comme l'autre – mais aussi l'une contre l'autre. L'auteur montre en effet que les « rôles » et les « compétences » endossés par les représentants de ces disciplines diffèrent sensiblement dans l'exposé des « causes » de la délinquance – des causes qu'il faut entendre au double sens de facteur explicatif, et de défense d'une position. Dans cette analyse, la prise en compte de la configuration respective et relative des (sous-) champs de la sociologie et de la criminologie permet d'éviter le médiocentrisme, et pose la question des enjeux disciplinaires propres au travail d'information par les sciences sociales des « faits » sociaux.

Scientisme, ou scientismes ? Cette présentation liminaire se gardera de trancher, préférant renvoyer le lecteur à la pluralité *des* configurations scientifiques, expertes, discursives, doxologiques et disciplinaires *du* scientisme, que ce numéro concilie. Et comme deux termes composent un seul titre, nous proposerons en ouverture deux entretiens plutôt qu'un seul : deux chercheurs engagés, dans leur métier, mais aussi dans la Cité. Roland Gori est l'un des initiateurs de « *L'Appel des appels* » : psychanalyste, professeur de psychopathologie à l'Université d'Aix-Marseille, auteur de nombreux essais sur les rapports entre science et psychanalyse, ou sur les logiques de causalité de la science et d'évaluation de la recherche, il partage avec notre premier interlocuteur, l'historien Gérard Noirielle, une commune « *vigilance* » face au retour de l'idéologie sous couvert d'autorité scientifique. Président du « *Comité de vigilance face aux usages publics de l'histoire* » (CVUH) à sa fondation, en 2005, Gérard Noirielle remet ainsi le métier à l'ouvrage, en montrant comment son « *métier d'historien* » peut être utile à la compréhension des catégories avec lesquelles on pense. Tous deux reviennent sur le projet disciplinaire qui les anime, l'un pour extraire la psychanalyse de « *l'illusion transcendante* » et des opérations d'« *idéologisation* » dont elle est l'objet, l'autre par la construction d'une « *socio-histoire* » soucieuse d'interroger la politique autant que de lutter contre les prétentions théoriciennes. Tous deux, enfin, placent au cœur de leur travail la question de la « *genèse* », des discours, et des concepts : leurs questionnements épistémologiques éclairent utilement les enjeux de représentation et de définition qui fondent une politique du savoir, à l'opposé de la réification de la science.

« *Le scientisme est un mot lourd d'histoire et de conflit* », rappelle Roselyne Ringoot en introduction du dossier : nous espérons que les contributions ici réunies pourront faire œuvre utile, en montrant ce que nos conceptions de la science et du savoir expert doivent à leurs conditions historiques et sociales d'inscription, mais aussi à la controverse et à la dispute nécessaires.